



N° 3315 (rectifié)

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 6 avril 2011.

PROJET DE LOI

autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise,

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. François FILLON,
Premier ministre,

PAR M. Alain JUPPÉ,
ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 21 janvier 2010, le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés et le ministre de la justice du Liban ont signé, à Paris, une convention d'entraide judiciaire en matière pénale, à la suite de la reprise, en 2009, de négociations initiées en 2003 par la partie française puis relancées en 2006 et 2007 par la partie libanaise.

La France et le Liban sont d'ores et déjà tous deux parties à plusieurs conventions multilatérales spécialisées adoptées sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, en l'occurrence la convention unique des Nations unies sur les stupéfiants du 30 mars 1961, la convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée à New York le 10 décembre 1984, la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes adoptée à Vienne le 19 décembre 1988 et la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée adoptée à New York le 15 novembre 2000.

En marge de ces instruments particuliers, la France et le Liban ne sont liés par aucun dispositif conventionnel bilatéral ou multilatéral de coopération judiciaire en matière pénale. Celle-ci s'effectue donc au titre de la réciprocité dans le cadre de la courtoisie internationale. Cette coopération rencontre depuis plusieurs années de fréquentes difficultés de mise en œuvre. En matière économique et financière, les demandes d'entraide adressées par les autorités judiciaires françaises aux autorités libanaises ne sont souvent que partiellement exécutées, dans des délais par ailleurs excessifs, voire ne reçoivent aucune exécution. En sens inverse, les demandes d'entraide émanant des autorités judiciaires libanaises achoppent lorsqu'elles portent sur des faits passibles de la peine capitale au Liban.

Désireux d'établir une coopération plus efficace dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale, la France et le Liban ont souhaité mettre en place un cadre conventionnel spécifique et pérenne en ce domaine.

Les stipulations de la présente convention, qui comprend vingt-sept articles, sont largement inspirées des mécanismes de coopération qui

prévalent désormais au sein de l'Union européenne et entre les États membres du Conseil de l'Europe. Elles reprennent, pour l'essentiel, les prévisions classiques de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et, pour les éléments les plus modernes, celles de la convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne et de son protocole additionnel en date du 16 octobre 2001.

L'article 1^{er} définit le champ d'application de la présente convention. Il prévoit que les deux parties s'accordent mutuellement l'entraide la plus large possible dans toute procédure visant des infractions pénales dont la répression est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la partie requérante. L'entraide est également accordée dans des procédures portant sur des faits ou des infractions pouvant engager la responsabilité pénale d'une personne morale dans la partie requérante, dans les procédures de grâce et dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas définitivement statué sur l'action pénale. Elle peut encore être accordée pour des mesures relatives à la suspension du prononcé ou au sursis à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, à la mise en liberté conditionnelle, à l'ajournement de l'exécution ou à l'interruption de l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté. Sont en revanche exclues du champ de la présente convention, les décisions d'arrestation et d'extradition, les infractions militaires, qui ne constituent pas des infractions de droit commun, et, en général, l'exécution des décisions de condamnation.

L'article 2 porte désignation des autorités compétentes pour mettre en œuvre la présente convention, à savoir pour chacune des parties, les autorités judiciaires.

L'article 3 concerne les restrictions à l'entraide. De manière classique, celle-ci peut être refusée si la demande se rapporte à des agissements considérés par la partie requise comme des infractions politiques ou des infractions connexes à telles infractions, si l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la partie requise ou si les faits à l'origine de la demande ne constituent pas une infraction au regard de la législation de celle-ci. En revanche, l'entraide ne peut être rejetée au seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la partie requise qualifie d'infraction fiscale ou au motif que la législation de la partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, ou ne contient pas le

même type de réglementation en matière de taxes et d'impôts, de douane et de change que la législation de la partie requérante. Enfin, point important, le secret bancaire ne saurait dorénavant être invoqué comme motif de rejet d'une demande d'entraide sauf si celle-ci apparaît de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres des intérêts essentiels de la partie requise.

L'article 4 traite du contenu et de la forme des demandes d'entraide.

Les articles 5 et 6 instituent un protocole de transmission des demandes d'entraide appelées à transiter directement entre autorités centrales, c'est-à-dire entre les ministères de la justice respectifs des deux pays. En cas d'urgence, une copie de la demande peut être transmise par le canal d'Interpol.

L'article 7 définit les modalités d'exécution des demandes d'entraide. Celles-ci sont mises en œuvre conformément à la législation de la partie requise. Cette dernière doit cependant respecter les formalités et procédures expressément indiquées par la partie requérante, sauf disposition contraire de la présente convention et à la condition que ces formalités et procédures ne soient pas contraires aux principes fondamentaux du droit de la partie requise.

Le paragraphe 4, par souci de renforcer l'efficacité de la coopération, pose une double exigence de célérité dans l'exécution des demandes d'entraide et de communication entre les parties en cas de difficultés d'accomplissement des diligences sollicitées dans les délais impartis.

Le paragraphe 5 indique que si la partie requérante le demande expressément, la partie requise l'informe de la date et du lieu d'exécution de la demande. Est par ailleurs prévue, la possibilité pour les autorités compétentes de la partie requérante, leurs représentants ou les personnes mentionnées dans la demande ainsi que les personnes désignées par l'autorité centrale de la partie requérante d'assister à l'exécution de la demande si les autorités compétentes de la partie requise y consentent. Dans la mesure autorisée par la législation de la partie requise, les intéressés peuvent alors faire interroger un témoin ou un expert.

L'article 8 traite des questions de confidentialité et de spécialité, la partie requise s'engageant à respecter le caractère confidentiel de la demande et de son contenu dans les conditions prévues par sa législation et à informer la partie requérante de l'impossibilité d'exécuter celle-ci sans qu'il soit porté atteinte à son caractère confidentiel. La partie requérante

décide alors s'il faut néanmoins donner suite à l'exécution. En retour, la partie requise peut demander que l'information ou l'élément de preuve fourni reste confidentiel ou ne soit divulgué ou utilisé que selon les termes et conditions qu'elle aura spécifiés, à charge pour elle d'en informer au préalable la partie requérante. En cas d'acceptation par cette dernière de ces termes et conditions, elle est tenue de les respecter. A défaut, l'entraide peut être refusée. Les informations ou éléments de preuve fournis ou obtenus ne peuvent être utilisés à des fins autres que celles qui auront été stipulées dans la demande, sans l'accord préalable de la partie requise. Le cas échéant, la partie requise peut demander à la partie requérante de l'informer de l'utilisation qui a été faite des informations ou éléments de preuve fournis.

L'article 9 répond à une nécessité fréquemment rencontrée en pratique, prévoyant la possibilité pour la partie requérante d'adresser, en tant que besoin, des demandes complémentaires à la partie requise en cours d'exécution d'une demande d'entraide.

Les articles 10 et 11 règlent la question traditionnelle de la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant les autorités judiciaires de la partie requérante.

Les articles 12 à 14 fixent le régime du transfèrement temporaire de personnes détenues d'une partie vers l'autre. La présente convention permet également le transfèrement sur le territoire de la partie requise de personnes détenues sur le territoire de la partie requérante en sus du transfèrement classique de personnes détenues sur le territoire de la partie requise vers le territoire de la partie requérante.

L'article 15 traite de l'audition par vidéoconférence. Si une personne qui se trouve sur le territoire de l'une des parties doit être entendue comme témoin ou expert par les autorités judiciaires de l'autre partie, cette dernière peut demander, s'il est inopportun ou impossible pour la personne à entendre de comparaître en personne sur son territoire, que l'audition ait lieu par vidéoconférence. La partie requise consent à celle-ci pour autant que le recours à cette méthode ne soit pas contraire aux principes fondamentaux de son droit et à condition qu'elle dispose des moyens techniques nécessaires. Les deux parties peuvent, si leur droit interne le permet, appliquer également les dispositions du présent article aux auditions par vidéoconférence auxquelles participe une personne poursuivie pénalement. Ces auditions ne peuvent cependant avoir lieu que si la personne poursuivie pénalement y consent. La décision de tenir la

vidéoconférence et la manière dont elle se déroule doivent faire l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des parties et être conformes à leur droit interne.

L'article 16 régit le sujet sensible des demandes d'informations en matière bancaire. La partie requise fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements concernant les comptes de toute nature, détenus ou contrôlés, dans une banque quelconque située sur son territoire, par une personne physique ou morale faisant l'objet d'une enquête pénale dans la partie requérante. Elle fournit également les renseignements concernant des comptes bancaires déterminés et des opérations bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande, y compris les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur. La partie requise suit, pendant une période déterminée, les opérations bancaires réalisées sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande et en communique le résultat à la partie requérante. Ces informations sont fournies, même s'il s'agit de comptes détenus par des entités agissant sous forme ou pour le compte de fonds fiduciaires ou de tout autre instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation dont l'identité des constituants ou des bénéficiaires n'est pas connue. La partie requise prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les banques ne révèlent pas au client concerné ni à d'autres tiers que des informations ont été transmises à la partie requérante conformément aux dispositions du présent article.

L'article 17 traite des perquisitions, saisies et mesures de gel d'avoirs. La partie requise exécute, dans la mesure où sa législation le lui permet, les demandes de perquisition, de gel d'avoirs et de saisie de pièces à conviction et informe la partie requérante du résultat de l'exécution desdites demandes. La partie requérante se conforme à toute condition imposée par la partie requise quant aux objets saisis qui lui sont remis par celle-ci.

L'article 18 règle le sort du produit des infractions. La partie requise s'efforce, sur demande, d'établir si les produits d'une infraction se trouvent dans sa juridiction et informe la partie requérante des résultats de ses recherches.

L'article 19 traite des restitutions, la partie requise pouvant, sur demande de la partie requérante et sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, mettre des objets obtenus par des moyens illicites à la

disposition de la partie requérante en vue de leur restitution à leur propriétaire légitime.

L'article 20 règle les conditions d'envoi et de remise d'actes judiciaires en matière pénale.

L'article 21 traite des dénonciations aux fins de poursuites. Il stipule que toute dénonciation par l'une des parties en vue de poursuites devant les tribunaux de l'autre partie est transmise par la voie des autorités centrales, la partie destinataire faisant connaître la suite donnée à cette dénonciation et transmettant s'il y a lieu copie de la décision intervenue.

L'article 22 régit la communication d'extraits de casier judiciaire.

L'article 23 prévoit que les pièces et documents transmis en application de la présente convention seront dispensés de toutes formalités de légalisation.

L'article 24 règle la question des frais. L'exécution des demandes d'entraide ne donne en principe lieu au remboursement d'aucun frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de la partie requise et par le transfèrement de personnes détenues. Néanmoins, s'il apparaît, au cours de l'exécution de la demande, que des frais de nature extraordinaire sont requis pour satisfaire à la demande, les parties se consultent pour fixer les termes et conditions selon lesquels l'exécution peut se poursuivre.

L'article 25 stipule que les dispositions de la présente convention ne font pas obstacle à l'application entre les parties des dispositions de coopération judiciaire en matière pénale contenues dans les autres conventions internationales auxquelles elles sont toutes deux parties.

L'article 26 prévoit que toute difficulté d'interprétation ou d'application de la présente convention fera l'objet de consultations par la voie diplomatique.

L'article 27, de facture classique, règle les conditions d'entrée en vigueur et de dénonciation de la présente convention.

Telles sont les principales observations qu'appelle la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, signée à Paris le 21 janvier 2010 qui, comportant des dispositions de nature

législative, est soumise au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, signée à Paris le 21 janvier 2010, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 6 avril 2011.

Signé : François FILLON

Par le Premier ministre :
*Le ministre d'État, ministre des affaires
étrangères et européennes*

Signé : Alain JUPPÉ

C O N V E N T I O N
d'entraide judiciaire
en matière pénale
entre le Gouvernement
de la République française
et le Gouvernement
de la République libanaise,
signée à Paris le 21 janvier 2010

CONVENTION
d'entraide judiciaire en matière pénale
entre le Gouvernement de la République française
et le Gouvernement de la République libanaise

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, ci-dessous désignés les Parties, Désireux d'établir une coopération plus efficace dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure visant des infractions dont la répression est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

2. L'entraide judiciaire est également accordée :

a) Dans des procédures pénales pour des faits ou des infractions pouvant engager la responsabilité d'une personne morale dans la Partie requérante ;

b) Dans les procédures de grâce ;

c) Dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas encore définitivement statué sur l'action pénale ;

d) Pour la notification de communications judiciaires relatives à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, du recouvrement d'une amende ou du paiement de frais de procédure ;

e) Pour des mesures relatives à la suspension du prononcé ou au sursis à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, à la mise en liberté conditionnelle, à l'ajournement de l'exécution ou à l'interruption de l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté.

3. La présente Convention ne s'applique ni à l'exécution des décisions d'arrestation et d'extradition, ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun, ni à l'exécution des décisions de condamnation sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et du paragraphe 3 de l'article 18.

Article 2

Autorités compétentes

Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les autorités compétentes pour la mise en œuvre de la présente Convention sont pour la République française et pour la République libanaise, les autorités judiciaires.

Article 3

Restrictions à l'entraide

1. L'entraide judiciaire peut être refusée :

a) Si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques ;

b) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays ;

c) Si les faits à l'origine de la demande ne constituent pas une infraction au regard de la législation de la Partie requise.

2. L'entraide judiciaire ne peut être rejetée :

a) Au seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la Partie requise qualifie d'infraction fiscale ;

b) Au motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et d'impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante.

3. A la condition que la demande ne soit pas de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres de ses intérêts essentiels, la Partie requise n'invoque pas le secret bancaire comme motif pour rejeter une demande d'entraide judiciaire.

4. La Partie requise peut différer l'entraide si l'exécution de la demande est susceptible d'entraver une enquête ou des poursuites en cours sur le territoire de la Partie requise.

5. Avant de refuser ou de différer l'entraide, la Partie requise :

a) Informe rapidement la Partie requérante des motifs existants pour envisager le refus ou l'ajournement, et

b) Consulte la Partie requérante pour décider si l'entraide peut être accordée aux termes et conditions qu'elle juge nécessaires.

Si la Partie requérante accepte l'entraide aux termes et conditions stipulées au point b), elle doit s'y conformer.

6. Tout refus ou report d'entraide judiciaire est motivé et notifié à la Partie requérante dans les meilleurs délais.

Article 4

Contenu et forme des demandes d'entraide

1. Les demandes d'entraide contiennent les indications suivantes :

a) La désignation de l'autorité dont émane la demande ;

b) L'objet et le motif de la demande, y compris un exposé sommaire des faits, leurs date et lieu de commission ;

c) Une description de la procédure judiciaire à laquelle se rapporte la demande ;

d) Les textes applicables, notamment les textes d'incrimination ;

e) Dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne qui fait l'objet de la procédure ;

f) L'identité et l'adresse du destinataire, s'il y a lieu.

2. Les demandes d'entraide peuvent également contenir :

a) Toute exigence de confidentialité en application de l'article 8 ;

b) Les détails de toute procédure particulière que la Partie requérante souhaite voir appliquée ;

c) Les délais dans lesquels il doit être accédé à la demande et les raisons de cette échéance ;

d) Toute autre pièce nécessaire à l'exécution de la demande ou toute autre information de nature à faciliter cette exécution, telle que : une liste des questions à poser ; une description aussi précise que possible des biens à rechercher, à saisir ou à confisquer, ainsi que l'endroit où ils se trouvent, s'il est connu.

3. Les demandes d'entraide sont faites par écrit, ou par tout moyen permettant d'en obtenir une trace écrite dans des conditions permettant à la Partie requise d'en vérifier l'authenticité.

4. La Partie requérante fait traduire la demande et tous les documents qui l'accompagnent dans la langue de la Partie requise.

Article 5

Transmission des demandes d'entraide

Les demandes sont adressées directement par l'autorité centrale de la Partie requérante à l'autorité centrale de la Partie requise et les réponses sont renvoyées par la même voie. En cas d'urgence, une copie de la demande peut être transmise par avance par le canal d'Interpol.

Article 6

Autorités centrales

1. L'autorité centrale est pour la République française et pour la République libanaise, le ministère de la justice.

2. L'autorité centrale de la Partie requise exécute dans les meilleurs délais les demandes d'entraide ou, selon le cas, les transmet à ses autorités compétentes pour qu'elles les exécutent.

Article 7

Exécution des demandes d'entraide

1. Les demandes d'entraide sont mises en œuvre conformément à la législation de la Partie requise.

2. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise respecte les formalités et les procédures expressément indiquées par la Partie requérante, sauf disposition contraire de la présente Convention et pour autant que ces formalités et procédures ne soient pas contraires aux principes fondamentaux du droit de la Partie requise.

3. Lorsque la demande ne peut pas être exécutée, ou ne peut pas être exécutée entièrement, les autorités de la Partie requise en informent dans les meilleurs délais les autorités de la Partie requérante et indiquent les conditions dans lesquelles la demande pourrait être exécutée. Les autorités de la Partie requérante et de la Partie requise peuvent ultérieurement s'accorder sur la suite à réserver à la demande, le cas échéant, en la subordonnant au respect desdites conditions.

4. La Partie requise exécute la demande d'entraide dès que possible, en tenant compte au mieux des échéances de procédure ou d'autre nature indiquées par la Partie requérante.

S'il est prévisible que le délai fixé par la Partie requérante pour exécuter sa demande ne pourra pas être respecté et si les raisons indiquées montrent concrètement que tout retard gênera considérablement la procédure menée dans la Partie requérante, les autorités de la Partie requise indiquent dans les meilleurs délais le temps estimé nécessaire à l'exécution de la demande. Les autorités de la Partie requérante indiquent dans les meilleurs délais si la demande est néanmoins maintenue. Les autorités de la Partie requérante et de la Partie requise peuvent ensuite s'accorder sur la suite à réserver à la demande.

5. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise l'informe de la date et du lieu d'exécution de la demande. Si les autorités compétentes de la Partie requise y consentent, les autorités compétentes de la Partie requérante, leurs représentants ou les personnes mentionnées dans la demande ainsi que les personnes désignées par l'autorité centrale de la Partie requérante, peuvent assister à l'exécution de celle-ci. Dans la mesure autorisée par la législation de la Partie requise, les autorités de la Partie requérante ou les personnes mentionnées dans la demande peuvent faire interroger un témoin ou un expert.

6. Lorsqu'elles ont assisté à l'exécution de la demande les autorités compétentes de la Partie requérante, leurs représentants ou les personnes mentionnées dans la demande, peuvent se voir remettre directement une copie certifiée conforme des pièces d'exécution.

7. La Partie requise peut ne transmettre que des copies ou photocopies certifiées conformes des dossiers ou documents demandés. Toutefois, si la Partie requérante demande expressément la communication des originaux, il est donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible.

8. La Partie requise peut surseoir à la remise des objets, dossiers ou documents dont la communication est demandée, s'ils lui sont nécessaires pour une procédure judiciaire en cours.

9. Les objets, ainsi que les originaux des dossiers et documents, communiqués en exécution d'une demande d'entraide, sont conservés par la Partie requérante, sauf si la Partie requise en a demandé le retour.

Article 8

Confidentialité et spécialité

1. La Partie requise respecte le caractère confidentiel de la demande et de son contenu dans les conditions prévues par sa législation.

Si la demande ne peut être exécutée sans qu'il soit porté atteinte à son caractère confidentiel, la Partie requise en informe la Partie requérante qui décide s'il faut néanmoins donner suite à l'exécution.

2. La Partie requise peut demander que l'information ou l'élément de preuve fourni conformément à la présente Convention reste confidentiel ou ne soit divulgué ou utilisé que selon les termes et conditions qu'elle aura spécifiés. Lorsqu'elle entend faire usage de ces dispositions, la Partie requise en informe préalablement la Partie requérante. Si la Partie requérante accepte ces termes et conditions, elle est tenue de les respecter. Dans le cas contraire, la Partie requise peut refuser l'entraide.

3. La Partie requérante ne peut divulguer ou utiliser une information ou un élément de preuve fourni ou obtenu en application de la présente Convention à des fins autres que celles qui auront été stipulées dans la demande, sans l'accord préalable de la Partie requise.

4. Selon le cas d'espèce, la Partie qui a transmis les informations ou éléments de preuve peut demander à la Partie à laquelle ces informations ou éléments ont été transmis de l'informer de l'utilisation qui en a été faite.

5. Le présent article ne s'applique pas aux informations ou éléments de preuve obtenus par une Partie en application de la présente Convention et provenant de ladite Partie.

Article 9

Demandes complémentaires

1. S'il apparaît nécessaire, en cours d'exécution d'une demande d'entraide, d'entreprendre des investigations qui, si elles ne sont pas expressément prévues dans la demande, en particulier parce que la nécessité de telles investigations était ignorée au moment où cette demande a été formulée, peuvent être utiles à l'établissement des faits, la Partie requise en informe dans les meilleurs délais les autorités de la Partie requérante pour leur permettre de prendre de nouvelles mesures, en indiquant, le cas échéant, les modalités selon lesquelles ces informations peuvent être communiquées.

2. Si l'autorité compétente de la Partie requérante fait une demande d'entraide qui complète une demande antérieure, elle n'est pas tenue de redonner les informations déjà fournies dans la demande initiale. La demande complémentaire contient les informations nécessaires à l'identification de la demande initiale.

3. Si l'autorité compétente qui a fait une demande participe à son exécution dans la Partie requise, elle peut adresser une demande complémentaire directement à l'autorité compétente de la Partie requise tant qu'elle est présente sur le territoire de cette Partie.

Article 10

Comparution de témoin ou d'expert dans la Partie requérante

1. Si la Partie requérante estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est particulièrement nécessaire, elle en fait mention dans la demande de remise de la citation et la Partie requise invite ce témoin ou cet expert à comparaître.

La Partie requise fait connaître la réponse du témoin ou de l'expert à la Partie requérante.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1, la demande ou la citation mentionne le montant approximatif des indemnités à verser, ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser. Les indemnités à verser, ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par la Partie requérante sont calculés depuis le lieu de sa résidence et lui sont accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs en vigueur sur le territoire de la Partie où l'audition doit avoir lieu.

3. Si une demande lui est présentée à cette fin, la Partie requise peut consentir une avance au témoin ou à l'expert. Celle-ci est mentionnée sur la citation et remboursée par la Partie requérante.

4. Le témoin ou l'expert qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître dont la remise a été demandée ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

5. Lorsqu'une Partie fait une demande d'entraide concernant un témoin qui a besoin de protection, les autorités compétentes de la Partie requérante et celles de la Partie requise peuvent convenir des mesures visant la protection de la personne concernée.

Article 11

Immunités

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparait devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, ne peut être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités judiciaires de la Partie requérante afin d'y répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne peut y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise et non visés par la citation.

3. L'immunité prévue au présent article cesse lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant quinze jours consécutifs, après avoir été informé que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, est néanmoins demeuré sur ce territoire ou y est retourné après l'avoir quitté.

Article 12

Transfertement temporaire de personnes détenues de la Partie requise vers la Partie requérante

1. Toute personne détenue dans la Partie requise dont la comparution personnelle, en qualité de témoin, est demandée par la Partie requérante est transférée temporairement sur le territoire où l'audition doit avoir lieu, sous condition de son renvoi dans le délai indiqué par la Partie requise.

2. Le transfertement peut être refusé :

- a) Si la personne détenue n'y consent pas ;
- b) Si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de la Partie requise ;
- c) Si son transfertement est susceptible de prolonger sa détention ; ou
- d) Si d'autres considérations de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Partie requise s'opposent à son transfertement sur le territoire de la Partie requérante.

Article 13

Transfertement temporaire de personnes détenues de la Partie requérante vers la Partie requise

En cas d'accord entre les autorités compétentes des Parties, la Partie requérante qui a demandé une mesure d'instruction nécessitant la présence d'une personne, détenue sur son territoire, peut transférer temporairement cette personne sur le territoire de la Partie requise.

Article 14

Règles communes aux articles 12 et 13

Pour l'application des dispositions des articles 12 et 13 :

a) Les demandes de transfertement et les communications y afférentes sont transmises par les autorités centrales des Parties ;

b) L'accord entre les Parties prévoit les modalités du transfertement temporaire de la personne et le délai dans lequel elle doit être renvoyée sur le territoire de la Partie où elle était précédemment détenue ;

c) S'il est exigé que la personne concernée consente à son transfertement, une déclaration de consentement ou une copie de celle-ci est fournie sans tarder par la Partie sur le territoire de laquelle la personne est détenue ;

d) La personne transférée reste en détention sur le territoire de la Partie dans laquelle elle est transférée, à moins que la Partie sur le territoire de laquelle elle est détenue ne demande sa mise en liberté. La période de détention sur le territoire de la Partie dans laquelle la personne est transférée est déduite de la durée de la détention que doit subir l'intéressé ;

e) Les dispositions de l'article 11 s'appliquent mutatis mutandis.

Article 15

Audition par vidéoconférence

1. Si une personne qui se trouve sur le territoire de l'une des Parties doit être entendue comme témoin ou expert par les autorités judiciaires de l'autre Partie, cette dernière peut demander, s'il est inopportun ou impossible pour la personne à entendre de comparaître en personne sur son territoire, que l'audition ait lieu par vidéoconférence, conformément aux dispositions du présent article.

2. La Partie requise consent à l'audition par vidéoconférence pour autant que le recours à cette méthode ne soit pas contraire aux principes fondamentaux de son droit et à condition qu'elle dispose des moyens techniques permettant d'effectuer l'audition.

3. Les demandes d'audition par vidéoconférence contiennent, outre les indications visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4, le motif pour lequel il n'est pas souhaitable ou pas possible que le témoin ou l'expert soit présent en personne à l'audition et mentionnent le nom de l'autorité judiciaire et des personnes qui procéderont à l'audition.

4. L'autorité judiciaire de la Partie requise cite à comparaître la personne concernée selon les formes prévues par sa législation.

5. Les règles suivantes s'appliquent à l'audition par vidéoconférence :

a) L'audition a lieu en présence d'une autorité judiciaire de la Partie requise, assistée au besoin d'un interprète. L'autorité judiciaire de la Partie requise est responsable de l'identification de la personne entendue et du respect des principes fondamentaux du droit de cette Partie. Si l'autorité judiciaire de la Partie requise estime que les principes fondamentaux du droit de cette partie ne sont pas respectés pendant l'audition, elle prend immédiatement les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'audition se poursuive conformément aux dits principes.

b) Les autorités compétentes des deux Parties conviennent, le cas échéant, des mesures relatives à la protection de la personne à entendre.

c) L'audition est effectuée directement par l'autorité judiciaire de la Partie requérante, ou sous sa direction, conformément à son droit interne.

d) À la demande de la Partie requérante ou de la personne à entendre, la Partie requise veille à ce que celle-ci soit, au besoin, assistée d'un interprète.

e) La personne à entendre peut invoquer le droit de ne pas témoigner qui lui serait reconnu par la loi soit de la Partie requise soit de la Partie requérante.

6. Sans préjudice de toutes mesures convenues en ce qui concerne la protection des personnes, l'autorité judiciaire de la Partie requise établit, à l'issue de l'audition, un procès-verbal indiquant la date et le lieu de l'audition, l'identité de la personne entendue, les identités et qualités de toutes les autres personnes de la Partie requise ayant participé à l'audition, toutes les éventuelles prestations de serment et les conditions techniques dans lesquelles l'audition s'est déroulée. Ce document est transmis par l'autorité compétente de la Partie requise à l'autorité compétente de la Partie requérante.

7. Le coût de l'établissement de la liaison vidéo, les coûts liés à la mise à disposition de la liaison vidéo dans la Partie requise, la rémunération des interprètes qu'elle fournit et les indemnités versées aux témoins et aux experts ainsi que leurs frais de déplacement dans la Partie requise, sont remboursés par la Partie requérante à la Partie requise, à moins que cette dernière ne renonce expressément au remboursement de tout ou partie de ces dépenses.

8. La Partie requise prend les mesures nécessaires pour que, lorsque des témoins ou des experts sont entendus sur son territoire conformément au présent article et refusent de témoigner alors qu'ils sont tenus de le faire, ou font de fausses dépositions, son droit national s'applique comme il s'appliquerait si l'audition avait lieu dans le cadre d'une procédure nationale.

9. Les deux Parties peuvent, si leur droit interne le permet, appliquer également les dispositions du présent article, aux auditions par vidéoconférence auxquelles participe une personne poursuivie pénalement. Les auditions ne peuvent avoir lieu que si la personne poursuivie pénalement y consent. La décision de tenir la vidéoconférence et la manière dont elle se déroule doivent faire l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des Parties et être conformes à leur droit interne.

Article 16

Demande d'informations en matière bancaire

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 et du paragraphe 1 de l'article 7 ci-dessus et à la demande de la Partie requérante :

a) La Partie requise fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements concernant les comptes de toute nature, détenus ou contrôlés, dans une banque quelconque située sur son territoire, par une personne physique ou morale faisant l'objet d'une enquête pénale dans la Partie requérante ;

b) La Partie requise fournit les renseignements concernant des comptes bancaires déterminés et des opérations bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande, y compris les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur ;

c) La Partie requise suit, pendant une période déterminée, les opérations bancaires réalisées sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande et en communique le résultat à la Partie requérante. Les modalités pratiques de suivi font l'objet d'un accord entre les autorités compétentes de la Partie requise et de la Partie requérante.

2. Les informations visées au paragraphe 1 sont fournies, même s'il s'agit de comptes détenus par des entités agissant sous forme ou pour le compte de fonds fiduciaires ou de tout autre instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation dont l'identité des constituants ou des bénéficiaires n'est pas connue.

3. La Partie requise prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les banques ne révèlent pas au client concerné ni à d'autres tiers que des informations ont été transmises à la Partie requérante conformément aux dispositions du présent article.

Article 17

Perquisition, saisie et gel d'avoirs

1. La Partie requise exécute, dans la mesure où sa législation le lui permet, les demandes de perquisition, de gel d'avoirs et de saisie de pièces à conviction.

2. La Partie requise informe la Partie requérante du résultat de l'exécution desdites demandes.

3. La Partie requérante se conforme à toute condition imposée par la Partie requise quant aux objets saisis remis à la Partie requérante.

Article 18

Produits des infractions

1. La Partie requise s'efforce, sur demande, d'établir si les produits d'une infraction se trouvent dans sa juridiction et informe la Partie requérante des résultats de ses recherches. Dans sa demande, la Partie requérante communique à la Partie requise les motifs sur lesquels repose sa conviction que de tels produits peuvent se trouver dans sa juridiction.

2. Si, conformément au paragraphe 1, les produits présumés provenir d'une infraction sont identifiés, la Partie requise prend dans les meilleurs délais les mesures nécessaires autorisées par sa législation pour empêcher que ceux-ci fassent l'objet de transactions, transferts ou cessions.

3. La Partie requise exécute conformément à sa législation une demande d'entraide visant à procéder à la confiscation des produits d'une infraction. Les produits confisqués sont conservés par la Partie requise, sauf accord entre les Parties visant à transférer leur propriété ou le produit de leur vente, en tout ou partie, à la Partie requérante.

4. Les produits d'une infraction incluent les instruments utilisés pour la commission de cette infraction.

Article 19

Restitution

1. La Partie requise peut, sur demande de la Partie requérante et sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, mettre des objets obtenus par des moyens illicites à la disposition de la Partie requérante en vue de leur restitution à leur propriétaire légitime.

2. Dans le cadre de l'exécution d'une demande d'entraide, la Partie requise peut renoncer, soit avant soit après leur remise à la Partie requérante, au renvoi des objets qui ont été remis à la Partie requérante si cela peut favoriser la restitution de ces objets à leur propriétaire légitime. Les droits des tiers de bonne foi ne sont pas affectés.

3. Au cas où la Partie requise renonce au renvoi des objets avant leur remise à la Partie requérante, elle ne fait valoir aucun droit de gage ni aucun autre droit de recours découlant de la législation fiscale ou douanière sur ces objets.

4. Une renonciation conformément au paragraphe 2 n'affecte pas le droit de la Partie requise de percevoir auprès du propriétaire légitime des taxes ou droits de douane.

Article 20

Envoi et remise d'actes judiciaires en matière pénale

1. La Partie requise procède à la remise des actes judiciaires qui lui sont adressés à cette fin par la Partie requérante. La remise des actes s'effectue selon l'une des modalités prévues par la législation de la Partie requise pour des notifications analogues. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectue la remise dans une des formes prévues par sa législation pour les significations analogues ou dans une forme spéciale compatible avec cette législation.

2. Lorsqu'il y a des raisons de penser que le destinataire ne comprend pas la langue dans laquelle l'acte est établi, cet acte – ou du moins ses passages importants – doit être traduit dans la langue de l'autre Partie. Si l'autorité dont émane l'acte sait que le destinataire ne connaît qu'une autre langue, l'acte – ou du moins ses passages importants – doit être traduit dans cette autre langue.

3. Tous les actes judiciaires sont accompagnés d'une note indiquant que le destinataire peut obtenir de l'autorité dont émane l'acte, ou d'autres autorités de la Partie concernée, des informations sur ses droits et obligations concernant l'acte. Le paragraphe 4 s'applique également à cette note.

4. La preuve de la remise se fait au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou par une attestation de la Partie requise concernant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents est immédiatement transmis à la Partie requérante. Si la remise n'a pu être effectuée, la Partie requise en fait connaître le motif à la Partie requérante.

5. Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les Parties de faire remettre directement par leurs représentants, ou les délégués de ceux-ci, les actes judiciaires et extra-judiciaires destinés à leurs propres ressortissants.

Article 21

Dénonciation aux fins de poursuites

1. Toute dénonciation par l'une des Parties en vue de poursuites devant les tribunaux de l'autre Partie, est transmise par la voie des autorités centrales. Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 4 sont applicables.

2. La Partie destinataire fait connaître la suite donnée à cette dénonciation et transmet s'il y a lieu copie de la décision intervenue.

Article 22

Casier judiciaire et avis de condamnation

1. La Partie requise communique, dans la mesure où ses autorités judiciaires pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les extraits du casier judiciaire et tous les renseignements y relatifs demandés par les autorités judiciaires de la Partie requérante pour les besoins d'une affaire pénale.

2. Pour les besoins autres que ceux prévus au paragraphe 1, il est donné suite à la demande de la Partie requérante dans les conditions prévues par la législation et les règlements de la Partie requise.

3. Les demandes et les réponses sont transmises par la voie des autorités centrales.

Article 23

Dispense de législation

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention seront dispensés de toutes formalités de législation.

Article 24

Frais

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 10, l'exécution des demandes d'entraide ne donne lieu au remboursement d'aucun frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de la partie requise et par le transfèrement de personnes détenues effectué en application des articles 12 et 13.

2. Si, au cours de l'exécution de la demande, il apparaît que des frais de nature extraordinaire sont requis pour satisfaire à la demande, les Parties se consultent pour fixer les termes et conditions selon lesquels l'exécution peut se poursuivre.

Article 25

Compatibilité avec d'autres Conventions internationales

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à l'application entre les Parties des dispositions de coopé-

ration judiciaire en matière pénale contenues dans les autres Conventions internationales auxquelles elles sont toutes deux parties.

Article 26

Consultations

Les Parties se consultent sur l'interprétation et l'application de la présente Convention par la voie diplomatique.

Article 27

Dispositions finales

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification.

3. Chacune des Parties peut à tout moment dénoncer la présente Convention en adressant à l'autre, par la voie diplomatique, une notification de dénonciation. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de ladite notification.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 21 janvier 2010, en double exemplaire, en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :
*Ministre de la justice
et des libertés,*
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

Pour le Gouvernement
de la République libanaise :
Ministre de la justice,
IBRAHIM NAJJAR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et européennes

NOR : MAEJ1032202L/Bleue-1

PROJET DE LOI

autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise

ETUDE D'IMPACT

I. - Situation de référence et objectifs de la convention

Dans le domaine judiciaire, la France et le Liban sont d'ores et déjà tous deux parties à plusieurs conventions multilatérales spécialisées adoptées sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, en l'occurrence la convention unique des Nations unies sur les stupéfiants du 30 mars 1961, la convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée à New-York le 10 décembre 1984, la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes adoptée à Vienne le 19 décembre 1988 et la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée adoptée à New-York le 15 novembre 2000.

En complément de ces instruments particuliers, la France et le Liban ne sont liés par aucun dispositif conventionnel bilatéral ou multilatéral de coopération judiciaire en matière pénale. En particulier, le Liban n'est pas signataire de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 adoptée dans le cadre du Conseil de l'Europe mais ouverte également à l'adhésion de pays tiers à cette organisation¹. A ce jour, les deux pays ne sont pas davantage liés par un quelconque instrument conventionnel en matière d'extradition ou de transfèrement des personnes condamnées, ni par un quelconque accord d'échange de renseignements en matière fiscale

¹ Israël a ainsi ratifié ce texte en 1967.

La coopération judiciaire en matière pénale s'effectue donc au titre de la réciprocité dans le cadre de la courtoisie internationale. Cette coopération rencontre depuis plusieurs années de fréquentes difficultés de mise en œuvre. En matière économique et financière, les demandes d'entraide adressées par les autorités judiciaires françaises aux autorités libanaises ne sont souvent que partiellement exécutées, dans des délais par ailleurs excessifs, voire ne reçoivent aucune exécution. En sens inverse, les demandes d'entraide émanant des autorités judiciaires libanaises achoppent lorsqu'elles portent sur des faits passibles de la peine capitale au Liban.

En termes de flux, depuis 2000, ce sont soixante (60) demandes d'entraide qui ont été adressées par les autorités judiciaires françaises aux autorités libanaises. A ce jour, onze (11) demandes sont en attente d'exécution. Sur la même période, le Liban a adressé dix-huit (18) demandes d'entraide à la France. A ce jour, une (1) demande reste en cours d'exécution.

Désireux d'établir une coopération plus efficace dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale, la France et le Liban ont souhaité mettre en place un cadre conventionnel spécifique et pérenne en ce domaine.

II. - Conséquences estimées de la mise en œuvre de la convention

Conséquences financières :

L'approbation de la présente convention n'implique aucune conséquence financière pour les entreprises publiques ou privées, les associations ou les particuliers, les collectivités territoriales ou les comptes sociaux.

En ce qui concerne le budget de l'État, les auditions par vidéoconférence supposent que les autorités judiciaires soient équipées d'appareils permettant la mise en œuvre de cette technique. La plupart des juridictions françaises ont d'ores et déjà été conduites à s'équiper en ce sens, notamment aux fins de minimiser les extractions de personnes détenues et le recours aux escortes de police et de gendarmerie. Les conséquences financières du recours à la vidéoconférence devraient donc être limitées au coût des télécommunications correspondantes. Cet impact financier sera d'autant plus réduit que de telles auditions resteront en tout état de cause cantonnées aux seuls cas où il s'avérerait impossible ou inopportun, pour la personne à entendre, de comparaître en personne sur le territoire de la Partie requérante. Au surplus, pour la France, en l'état du droit positif, le recours à la vidéoconférence ne sera pas envisageable pour recueillir les déclarations des personnes poursuivies pénalement lorsqu'elles comparaissent devant la juridiction de jugement, circonstance de nature à modérer encore davantage les coûts afférents à l'usage d'une telle technique.

Conséquences sociales :

La convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le Liban devrait naturellement faciliter le règlement des affaires transnationales et ce, dans des délais plus satisfaisants pour les justiciables concernés.

Conséquences environnementales

L'entrée en vigueur de la présente convention n'implique aucune conséquence environnementale significative. En effet, les demandes d'entraide judiciaire en matière pénale devraient progresser dans des proportions raisonnables et l'audition par visioconférence devrait rester en principe d'un usage modéré.

Conséquences juridiques

L'ordonnement juridique national n'est pas affecté par l'approbation de la présente convention. En outre, cet instrument est conforme aux obligations internationales résultant d'accords ou de traités auxquels la France est d'ores et déjà Partie.

Le texte de la présente convention correspondant initialement à un projet communiqué par la Partie française, ses stipulations, réparties en 27 articles, sont largement inspirées des mécanismes de coopération qui prévalent désormais au sein de l'Union européenne et entre les États membres du Conseil de l'Europe.

Elles reprennent, pour l'essentiel (articles 2, 4 à 6, 8 à 14, 17 à 27), les prévisions classiques de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 entre les États membres du Conseil de l'Europe et, pour les éléments les plus modernes, celles de la convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (articles 1^{er}, 3, 7 et 15) et de son protocole additionnel en date du 16 octobre 2001 (article 16), l'ensemble de ces dispositions ayant d'ores et déjà été intégré dans notre ordre juridique.

Par voie de conséquence, la présente convention n'implique aucune adaptation des dispositions législatives ou réglementaires nationales.

Le champ de la présente convention est particulièrement large afin de couvrir l'ensemble des formes modernes de délinquance, l'entraide étant ainsi prévue pour être également accordée dans des affaires mettant en cause la responsabilité pénale des personnes morales (article 1^{er}).

De manière notable (article 3), le secret bancaire ne saurait dorénavant être invoqué comme motif de rejet d'une demande d'entraide, sauf si celle-ci apparaît de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Partie requise. Cette stipulation devrait sensiblement faciliter le traitement des demandes d'entraide émanant des autorités judiciaires françaises. Dans le domaine spécifique de la communication d'informations en matière bancaire, l'entraide est prévue pour être accordée largement (article 16), qu'il s'agisse de l'identification de comptes ouverts au nom d'une personne physique ou morale, de la description de transactions réalisées pendant une période déterminée ou encore du suivi de transactions pendant un temps déterminé.

De même, les stipulations de la présente convention (articles 3, 7 et 12) permettront de lever les difficultés actuellement rencontrées dans le cadre de l'exécution des demandes libanaises portant sur des faits passibles de la peine capitale, l'entraide pouvant expressément être refusée si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à son ordre public ou à d'autres de ses intérêts essentiels. Ce dispositif permettra ainsi à la France de poursuivre et de conforter sa pratique habituelle consistant à refuser toute coopération en présence de faits passibles de la peine de mort, pratique fondée sur nos dispositions constitutionnelles et nos engagements internationaux.

Afin de faciliter l'intégration au dossier pénal des preuves qui seront obtenues en application de cet instrument bilatéral, est prévue (article 7, paragraphe 2) la possibilité pour la Partie requise de réaliser les actes d'entraide sollicités selon les formes prévues par le droit de la Partie requérante, sous réserve que les procédures concernées ne soient pas contraires aux principes fondamentaux du droit de la Partie requise. En droit interne, cette modalité spécifique d'exécution des demandes d'entraide se trouve d'ores et déjà intégrée à l'article 694-3 du code de procédure pénale depuis la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

Par souci de renforcer l'efficacité de la coopération, la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le Liban pose une double exigence de célérité dans l'exécution des demandes d'entraide et de communication entre les Parties en cas de difficultés d'accomplissement des diligences sollicitées dans les délais impartis (article 7, paragraphes 3 et 4).

De manière classique, cet instrument (article 8) encadre l'usage des informations et éléments de preuve communiqués ou obtenus en exécution de la présente convention. Le Liban, n'étant ni membre de l'Union européenne, ni lié par la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel adoptée le 28 janvier 1981, ne pourra se voir transférer de telles données, que s'il assure un niveau de protection adéquat ou suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font l'objet ou peuvent faire l'objet, comme le prévoit l'article 68 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés². Pour l'heure, la C.N.I.L.³ estime que le Liban ne dispose pas d'une législation adéquate en matière de protection des données à caractère personnel⁴. Par ailleurs, à ce jour, le Liban n'a pas fait l'objet d'une reconnaissance de protection adéquate de la part de la Commission européenne⁵.

² Dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-801 du 6 août 2004.

³ Commission nationale de l'informatique et des libertés.

⁴ Voir le site de la C.N.I.L. : <http://www.cnil.fr/pied-de-page/liens/les-autorites-de-contrôle-dans-le-monde/>

⁵ Le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen ont donné le pouvoir à la Commission de décider sur la base de l'article 25, paragraphe 6, de la directive 95/46/CE qu'un pays tiers offre un niveau de protection adéquat en raison de sa législation interne ou des engagements pris au niveau international.

En tout état de cause, la rédaction de l'article 8, paragraphe 2, de la présente convention permet de soumettre les données à caractère personnel transmises aux autorités libanaises à des restrictions, dans la droite ligne du principe fixé par l'article 68 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, à l'instar, par exemple, de ce qu'autorisent déjà les stipulations de l'article VI, paragraphe 2, de l'Accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Populaire de Chine⁶. Par voie de conséquence, la mise en œuvre de la présente convention ne saurait conduire la France à renoncer à ses standards de protection en ce domaine.

L'entrée en vigueur de la présente convention permettra au surplus aux Parties de réaliser des auditions de témoins ou d'experts par vidéoconférence dans l'hypothèse où leur comparution personnelle sur le territoire de la Partie requérante s'avérerait inopportune ou impossible (article 15). Les deux Parties pourront également, si leur droit interne le permet, appliquer cette procédure aux auditions par vidéoconférence auxquelles participe une personne poursuivie pénalement. En France, la possibilité d'auditionner des personnes par vidéoconférence est prévue par l'article 706-71 du code de procédure pénale. Les effets de cet article ont été étendus à l'entraide pénale internationale par l'article 694-5 du code de procédure pénale issu de la loi du 9 mars 2004. Nos dispositions nationales n'autorisent cependant pas l'audition des personnes poursuivies pénalement lorsqu'elles comparaissent devant la juridiction de jugement. Par voie de conséquence, pareille audition ne saurait, en l'état, être exigée de la Partie française dans la mise en œuvre de cet instrument.

Conséquences administratives

La présente convention (articles 5 et 6) institue un protocole de transmission des demandes d'entraide appelées à transiter directement entre autorités centrales, c'est-à-dire entre les ministères de la justice respectifs des deux pays.

Pour la France, c'est le bureau de l'entraide pénale internationale de la direction des affaires criminelles et des grâces qui traitera l'ensemble des demandes échangées par les deux pays. Ce bureau étant d'ores et déjà en charge de la transmission à la sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire du ministère des affaires étrangères et européennes des demandes émises ou exécutées par les autorités judiciaires françaises, il n'en résultera aucune charge administrative supplémentaire pour celui-ci.

En revanche, les demandes d'entraide entre la France et le Liban ne devraient en principe plus transiter par les services centraux et déconcentrés du ministère des affaires étrangères et européennes. L'appui de ceux-ci pourra néanmoins toujours être sollicité, en tant que besoin, par les autorités judiciaires françaises si elles l'estiment nécessaire.

⁶ Accord signé à Paris le 18 avril 2005, entré en vigueur le 20 septembre 2007.

III. - Historique des négociations

Au mois de juillet 2003, à la faveur de la visite officielle effectuée au Liban par le Garde des Sceaux, M. Dominique PERBEN, la Partie française a proposé à la Partie libanaise d'ouvrir la négociation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale et d'une convention d'extradition. Accueillie favorablement, cette initiative a cependant rapidement échoué du fait de la volonté initiale du Liban de voir les discussions porter également sur la matière civile, domaine devenu, consécutivement à l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, une compétence externe exclusive de l'Union Européenne.

En février 2006, les autorités libanaises ont manifesté leur intention de relancer la négociation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale et d'une convention d'extradition. Du fait de l'instabilité institutionnelle présentée à l'époque par le Liban, la France a alors préféré différer l'engagement d'un tel processus.

Au mois de mai 2007, une mission d'évaluation d'experts français s'est rendue à Beyrouth à l'effet d'identifier et d'analyser les points de blocage entravant habituellement la coopération judiciaire en matière pénale entre les deux pays. A cette occasion, la Partie libanaise a, à nouveau, fait part de sa disponibilité à mener les négociations envisagées.

Au mois d'avril 2009, prenant acte des réels efforts manifestés, en matière coopération judiciaire pénale, par la Partie libanaise et au vu du nombre de demandes d'entraide judiciaire échangées par les deux pays, la France a finalement décidé de reprendre la négociation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale et transmis un projet de texte, à cette fin, aux autorités libanaises.

A la suite de contrepropositions libanaises, un consensus a pu rapidement se dégager autour d'un texte signé par les deux Parties lors de la visite officielle en France du Président du Conseil du Liban, M. Saad HARIRI, au mois de janvier 2010.

IV. - Etat des signatures et ratifications

La convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le Liban a été signée à Paris, le 21 janvier 2010, par la ministre d'Etat, Garde des Sceaux, ministre de la justice et des libertés, Mme Michèle ALLIOT-MARIE, et le ministre de la justice du Liban, M. Ibrahim NAJJAR.

L'entrée en vigueur de la convention suppose l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans chacun des deux Etats, à savoir pour la France la mise en œuvre de la procédure parlementaire d'approbation prévue par l'article 53 de la Constitution. Cette entrée en vigueur sera effective le 1^{er} jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification par laquelle un Etat informe l'autre de l'accomplissement de ses formalités de ratification.

A ce jour, le Liban n'a pas notifié à la France l'achèvement des procédures exigées par son ordre juridique interne.